

Synthèse des contributions au texte « Bilan et perspectives »

Rédigée par : Mathilde Panot, Clémence Guette, Côme Delanery, Clément Verde

Le texte “La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne !” a suscité près de 400 contributions différentes sur la plate-forme de La France insoumise.

Une inquiétude a été exprimée dans de nombreuses contributions : Seront-elles lues ? Comment seront-elles intégrées ? Cette synthèse vise à y répondre de la manière la plus fidèle possible.

Discours et propositions :

Une grande partie des contributions revient sur l’identification de la France insoumise et réaffirme la nécessité de porter notre discours “différenciant” sur plusieurs sujets : 6ème République et Constituante, plan A - plan B, règle verte et planification écologique, revenu maximum. La défense de l’Avenir En Commun reste l’élément fédérateur de La France insoumise.

Beaucoup des insoumis-es insistent pour dire que La France insoumise doit continuer à s’opposer à Macron et son monde mais doit encore plus proposer. Utiliser l’imaginaire, parler positivement, redonner le goût du bonheur pour “convaincre qu’un autre futur est possible que celui de la disparition de notre espèce”.

Une partie des contributions met en avant la nécessité de continuer montrer le travail collectif, les visages et le nombre qu’est La France insoumise.

Plusieurs contributions affirment que notre mouvement doit avant tout aller parler aux abstentionnistes.

De multiples contributions dénoncent l’attitude des médias à notre égard et s’interrogent sur les réponses à y apporter. Certains proposent une radio en plus de Canal Fi, d’autres pointent la nécessité de trouver des manières efficaces de communiquer sur ce que fait La France insoumise.

Quelques contributions mettent en avant le lien nécessaire avec les mouvements à l’international (Sanders, etc.).

Un très faible nombre de contributions appelle à l’union des gauches, beaucoup rappellent que La France insoumise n’est pas un cartel de partis mais une fédération de citoyen·nes autour de l’Avenir En Commun.

Nos actions :

De très nombreuses propositions d'actions s'appuient sur la volonté d'agir différemment des partis traditionnels et de continuer à trouver des nouvelles formes d'actions : jardins partagés, repas solidaires, atelier d'écritures, actions envers les personnes âgées, accès aux droits "pour montrer que la politique c'est changer la vie concrètement pas que dans les élections". Beaucoup pointent la nécessité de continuer l'auto-organisation, le porte-à-porte pour rencontrer directement les gens ainsi que le travail d'éducation populaire.

Une grande partie des contributions met la bataille pour le référendum sur les Aéroports De Paris comme une perspective forte pour les mois à venir et demande que La France insoumise s'y engage fortement.

Plusieurs contributions soulignent l'importance de la formation et de la volonté d'une construction d'une culture politique commune aux insoumis-es notamment via la culture (films, livres, ...).

Pour plusieurs contributeurs et contributrices, La France insoumise doit continuer son travail de réseau en se rapprochant des collectifs, des stylos rouges, des associations. Plusieurs insoumis-es insistent pour que La France insoumise ait son propre agenda d'actions.

Des groupes d'actions qui ont contribué soulignent, notamment dans la ruralité, la nécessité d'avoir la visite des figures médiatiques du mouvement et notamment des parlementaires.

Pour d'autres contributions, La France insoumise doit organiser et soutenir la mise en place d'assemblées citoyennes locales.

Organisation du mouvement et de ses décisions :

Nombre des insoumises et insoumis ayant contribué affirme une volonté de transparence : quelles sont instances du mouvement, à quelle fréquence se réunissent-elles, comment sont-elles composées, etc.

Il est demandé par plusieurs contributions des liens plus importants avec les différents espaces. Elles interrogent sur comment faire remonter des informations, propositions, contributions. Des insoumises et insoumis souhaitent savoir comment s'investir et participer aux prises de décisions et avoir des gens à qui parler pour ne pas limiter les échanges à internet.

Une partie des contributions évoque la nécessité pour les groupes d'action d'avoir des lieux de débats et de discussion politique, d'assemblées plus

fréquentes. Certaines contributions interrogent les modalités de décisions et demandent d'avoir des statuts. Des propositions sont faites pour que la plateforme soit l'outil de décision de La France insoumise avec des votes plus fréquents. Les demandes d'évolution de l'organisation du mouvement sont majoritairement accompagnées de demandes de ne pas reprendre les structures partidaires traditionnelles, de "ne pas être un parti comme les autres".

Le renforcement et l'autonomie des groupes d'action est au cœur d'un grand nombre de contributions. Certaines contributions proposent l'amélioration des modalités de coordination des groupes d'action qui se sentent isolés, notamment en facilitant les échanges entre groupes d'action voisins. D'autres pointent la difficulté de financements et demandent une présentation régulière des finances de la France Insoumise.

Il est aussi demandé de favoriser la participation d'insoumises et d'insoumis désigné-es par leur groupe d'action plutôt que tiré-es au sort.

La volonté de pouvoir avoir un local, un lieu où se retrouver revient souvent, du type maison des insoumis-es ouverte à tou·tes.

Des contributions demandent à ce que le processus d'auditions programmatiques pour actualiser le programme soit relancé.

Au sujet des évolutions proposées et annoncées par le texte, de nombreux insoumis et insoumises demandent des précisions sur les modalités et un calendrier de mise en œuvre.

Ces contributions seront transmises au comité d'amélioration de l'organisation du mouvement.

Conclusion : sur la base de ces multiples contributions, notre groupe de travail propose à l'assemblée représentative d'ajouter au texte « La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne » un second texte « La France insoumise, un mouvement évolutif » dédié aux propositions d'amélioration de l'organisation du mouvement.

Premier texte

« La France insoumise, un outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne »

Les crises sociale, écologique et politique que traverse notre pays n'ont pas trouvé d'issue dans la séquence électorale qui vient de se terminer. La question d'une alternative aux politiques menées en France comme en Europe depuis des dizaines d'années reste devant nous. La France insoumise considère qu'elle porte cette alternative grâce au soutien de plus de sept millions de personnes à son programme « L'Avenir En Commun ». Elle est prête à déployer tous ses efforts au service de l'élargissement du rassemblement populaire nécessaire sur cette base programmatique, prête à le faire dans l'esprit d'ouverture la plus large à toutes celles et ceux qui veulent y contribuer. Le rôle politique conscient que doivent y jouer les groupes d'actions est décisif.

Les élections européennes confirment la poursuite de la vague démagogique. Sa première expression est la grève civique par l'abstention massive. Nous déplorons aussi que rien n'ait été fait pour encourager davantage à l'inscription sur les listes électorales et saluons les militant·es de La France insoumise qui ont organisé les campagnes d'inscription que l'État aurait dû assumer. Malgré un léger sursaut de participation, la moitié des citoyen·nes n'a pas voulu participer. Ce refus exprime non seulement la colère contre le pouvoir mais aussi la défiance qu'inspirent la vie institutionnelle en général et l'Union Européenne en particulier. Le président de la République a organisé un duel avec l'extrême-droite. Il l'a perdu mais n'en tire aucune conséquence. C'est pourtant près de 80% des suffrages exprimés et près de 90% des inscrit·es qui n'ont pas voté pour la liste de la majorité et de ses allié·es.

Dans ce contexte, le résultat de la France insoumise n'est pas à la hauteur de nos efforts. Ce revers électoral n'est pas un mal français : partout en Europe notre courant de pensée, toutes formes confondues, subit un même échec électoral. Cela correspond aussi à une offensive du libéralisme qui s'appuie dorénavant sur des pouvoirs de plus en plus autoritaires et des médias massivement à son service. Aussi, nous ne parvenons pas à retrouver dans les urnes celles et ceux qui avaient fait le choix de La France insoumise en 2017. Si l'explication se situe en partie dans le caractère particulier de cette élection européenne, dans le contexte politique et dans l'adversité d'une campagne de dénigrement perpétuel contre La France insoumise, nous ne

sommes pas parvenu·es à construire la jonction politique entre classes moyennes des centres villes et la population des quartiers et de la France péri-urbaine et rurale comme le veut notre projet de fédération populaire. En résulte l'installation d'un paysage politique polarisé entre Macron et Le Pen, c'est-à-dire entre le système et son assurance-vie. Ce paysage fonctionne comme une nasse qui fait reculer le moment où seront prises en charge les urgences démocratiques, climatiques et sociales.

Sur la forme, nous avons mené une campagne inédite et intense impliquant l'ensemble du mouvement et multipliant les initiatives ambitieuses sur l'ensemble du territoire. Nous saluons l'équipe de campagne et les candidat·es. Ils et elles se sont dévoué·es, sans compter leurs efforts, quels que soit leur profil et leur place sur la liste, à l'image de notre tête de liste Manon Aubry. Nous les en remercions solennellement. Nous avons trouvé sur notre route des obstacles que nous n'avons pas pu contourner. Ainsi, alors qu'une partie grandissante du peuple exprime sa défiance à l'égard du fonctionnement actuel de l'Union européenne, nous n'avons pas su la traduire en mobilisation électorale car notre mot d'ordre principal de sortie des traités a été rendu invisible et nous n'avons pas su trouver celui qui synthétiserait simplement nos propositions. Le président de la République a imposé son agenda médiatique dans la campagne, l'éclipsant largement. De même, l'extrême-droite s'étant une nouvelle fois appropriée nos mots, le référendum anti-Macron lui a profité sans que nous parvenions à rendre plus audible la démonstration que ce prétendu duel est en fait un véritable duo. Nous n'avons pas réussi à convaincre que le vote populaire en faveur du Rassemblement National est un vote en contradiction totale avec les revendications sociales et démocratiques portées depuis six mois par le mouvement des Gilets Jaunes et ses soutiens. Enfin, l'heure des marches pour le climat confirme notre diagnostic selon lequel doit émerger une écologie populaire et anticapitaliste face au mirage de l'écologie de marché. Pourtant, le vote pour l'écologie traditionnelle est parvenu à donner l'illusion que l'on pouvait sauver le climat sans changer le système.

Pour autant, nous disposons de points d'appui évidents. Ils nous servent à apprécier ce qui doit structurer notre action politique dans les prochains mois :

- Nous nous félicitons de nos résultats dans les quartiers et dans les villes populaires où nous avons déployé beaucoup d'énergie depuis l'élection de 2017. Plus que jamais, nous devons œuvrer au développement des dynamiques d'auto-organisation populaire et aux initiatives de solidarités concrètes comme ce fut le cas par exemple avec la rénovation de l'école

à Marseille, les actions contre les punaises de lit et toutes celles qui consistent à régler sans attendre les problèmes avec celles et ceux qui les rencontrent. Nous en ferons la priorité de nos efforts à venir.

- Nous voyons dans l'émergence d'une nouvelle génération engagée dans les grèves scolaires pour le climat une nouvelle porteuse d'avenir. S'y exprime une conscience de l'urgence, d'une radicalité dans les solutions à mettre en œuvre, comme dans les modes d'actions utiles au combat idéologique. Nous voulons nous adresser à elle et nous mettons en place au sein de La France insoumise un pôle en charge des actions de désobéissance populaire pour soutenir les ONG et les mobilisations citoyennes pour l'environnement.
- Malgré notre score très insuffisant, la France insoumise voit six eurodéputé·es arriver au renfort de nos combats. Avec nos parlementaires nationaux dont le travail est largement reconnu, ils et elles formeront un groupe d'élu·es efficaces face aux lobbies, porteront des propositions alternatives au face à face entre les libéraux et l'extrême-droite et seront aux côtés des mouvements sociaux européens (collectifs de travailleur·se·s ubérisé·e·s, etc.).

Enfin, la séquence des élections européennes a surtout été dominée par le contexte national du mouvement des Gilets jaunes et la répression violente que subissent les mouvements de contestation populaire. Malgré ses imperfections, ce mouvement conforte notre vision de la révolution citoyenne et nous sommes fiers d'y avoir participé. Déclenché sur une revendication sociale, il est venu interroger l'organisation démocratique de la société pour poser la question du pouvoir de décision du peuple. Il confirme dès lors la pertinence de la revendication d'une Assemblée constituante pour une 6ème République qui peut transformer la grève civique en un sursaut démocratique. La souveraineté populaire est notre boussole. Elle est le préalable à l'application de notre programme écologiquement et socialement ambitieux et elle sera donc l'axe central de l'activité de notre mouvement.

À ce titre, La France insoumise mettra toute son énergie pour que se tienne le référendum contre la privatisation des Aéroports de Paris en participant notamment au Comité national pour un référendum (CNR) et en impulsant des actions de collecte des signatures nécessaires. Il n'est pas question que nous laissions le patrimoine et la souveraineté des Français·es être bradés de la sorte. Cette question est transversale et offre l'occasion d'une bataille d'intérêt général face à l'oligarchie.

La France insoumise doit disposer de son propre agenda en dehors des campagnes électorales et du calendrier parlementaire national et européen. Elle doit aussi poursuivre son travail idéologique. Une fondation y contribuera. Le mouvement s'appuiera sur ses campagnes nationales décidées par les insoumis-es pour porter les combats qu'ils et elles pensent utile dans le débat politique.

Notre mouvement a été pensé pour être l'outil du peuple et de sa révolution citoyenne. A l'aune de la situation politique et loin des tentatives de résurrection des formes dépassées, c'est plus que jamais ce qu'il doit être. Ce sera le sens de notre action dans les prochains mois, comme de notre implication dans la prochaine bataille électorale qui s'annonce avec les élections municipales. Nous devons être les déclencheur-ses du pouvoir d'agir citoyen en adaptant nos méthodes pour accompagner l'implication du peuple en politique. Après les ateliers des lois où nous disions « faites la loi vous-mêmes ! », puis les ateliers des directives européennes, nous organiserons des ateliers des délibérations du conseil municipal pour co-construire les solutions avec les citoyen-ne-s. Parce que les urgences qui nous ont poussées à faire naître « La France insoumise » demeurent, parce que plus que jamais notre pays a besoin de retrouver le goût du bonheur, nous prétendons toujours à gouverner ce pays autrement et continuons de nous y préparer.

Second texte

« La France insoumise, un mouvement évolutif »

A l'heure de la révolution citoyenne, la France insoumise doit être un outil au service de l'auto-organisation du peuple. Notre mouvement doit donc consacrer son énergie à la transformation de la société et à la construction du pouvoir d'agir des citoyens. C'est pourquoi, nous ne souhaitons pas construire un parti politique mais bien un mouvement ouvert, inclusif, dont la forme, bien qu'imparfaite, est plus adaptée aux tâches qu'il nous faut accomplir.

Cette volonté se traduit dans les principes adoptés à plus de 95% des insoumis-es lors de notre convention de Clermont-Ferrand. Conscient de l'ampleur de ce défi, notre mouvement s'est caractérisé depuis sa fondation par des évolutions successives et régulières pour inventer des formes d'organisation nouvelle, en rupture avec les logiques des partis politiques traditionnels.

Aujourd'hui, suite aux décisions de notre convention de Bordeaux, aux imperfections rencontrées, et à la lumière des multiples contributions des insoumis-es, notre mouvement évolue de nouveau. Il met en place immédiatement :

- Une assemblée des groupes d'action. Chaque trimestre, 4 insoumis-es, à parité, par région de France, seront tiré-es au sort parmi l'ensemble des animateurs et animatrices de groupes d'action certifiés. Ils et elles se réuniront en assemblée, en présence de l'espace opérationnel, avec pour objectif :
 - de remonter les problèmes rencontrés dans l'action,
 - de partager les bonnes pratiques,
 - de proposer des actions déployables à l'échelle du mouvement.

Cette assemblée désigne en son sein quatre représentant-es, à parité, qui participent à la réunion suivante de coordination des espaces du mouvement.

- Un budget national participatif pour les actions d'auto-organisation et de solidarité concrètes organisées par les groupes d'action certifiés. Ces projets seront sélectionnés par les insoumis-es.
- Une coordination des espaces du mouvement qui réunit des représentant-es de chacun d'entre eux, désignés en leur sein. Sa composition actuelle est précisée en annexe. Ses membres actuels sont en charge d'un processus de refondation des espaces du mouvement,

qui vise notamment à définir une organisation transparente de chaque espace, ainsi que les modalités de l'implication de l'ensemble des insoumis·es volontaires en leur sein.

- Des votes réguliers sur la plate-forme numérique.
- Une agora de la France insoumise qui sera un lieu de débat et de réflexion ouvert à toutes et tous autour de grandes questions stratégiques. Des chantiers seront ouverts régulièrement par une séance inaugurale réunissant des insoumis·es, des intellectuel·les, des militantes et militants associatifs ou syndicaux et donneront lieu à des actes publiés sur la plate-forme. Des déclinaisons locales seront organisées à l'initiative des groupes d'action pour contribuer à cette réflexion.
- Un comité de respect des principes et de la charte des groupes d'action composé de représentant·es des différents espaces du mouvement et d'insoumis·es tiré·es au sort parmi des volontaires issus des groupes d'action certifiés.

Par ailleurs, suite aux difficultés signalées par les groupes d'action, l'espace opérationnel mettra en œuvre dans les prochaines semaines les améliorations suivantes :

- Une permanence téléphonique d'aide opérationnelle aux animateurs et animatrices des groupes d'action certifiés.
- Une séance de formation annuelle à l'utilisation de la plate-forme numérique dans chaque région de France.
- Une amélioration des modalités de financement des groupes d'action (mise en place d'une possibilité de dons automatiques mensuels fléchés vers les groupes d'action, remboursement des sommes engagés par les insoumis·es dans la limite des sommes disponibles dans leurs groupes d'action).
- Un système de notifications sur la plate-forme permettant une meilleure information des insoumis·es sur les initiatives autour de chez eux.

Enfin, notre mouvement confirme sa volonté d'amélioration continue par la mise en place d'un comité d'amélioration de son organisation composé à moitié de représentant·es des différents espaces du mouvement et à moitié d'insoumis·es tiré·es au sort parmi des volontaires issus des groupes d'action certifiés. Celui-ci sera chargé d'apprécier les évolutions du mouvement et de synthétiser de nouvelles propositions et pourra les soumettre à la discussion de la coordination des espaces ou de notre prochaine assemblée représentative.